

3ème PARTIE – APPROBATION ABATTOIR

J'accepte ces lagomorphes pour l'abattage

 Oui Oui sous conditions

Date et signature du responsable de l'abattoir

4ème PARTIE – AFSCA CONTROLE : ICA CONTROLEES

Date et signature du vétérinaire officiel

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 janvier 2012 modifiant l'arrêté ministériel du 20 septembre 2010 relatif au modèle et au contenu de l'information sur la chaîne alimentaire.

Mme S. LARUELLE

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 549

[2012/200865]

2 FEVRIER 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 9 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 janvier 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2012;

Vu l'avis 50.794 du Conseil d'Etat, donné le 25 janvier 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) est complété par la phrase suivante :

« Pour la réalisation des audits visés à l'article 5, l'expert doit en outre être agréé conformément à l'article 8/1. »

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art 5. Pour les entreprises signataires d'une déclaration d'intention et pour les entreprises faisant partie d'un accord de branche, le montant de la subvention se calcule comme suit :

1^o la subvention, accordée sur base du devis de l'expert, peut couvrir des prestations internes à l'entreprise. Ces prestations doivent être validées par l'expert et jugées nécessaires à la réalisation de l'audit;

2^o le montant de la subvention s'élève à 75 % des coûts éligibles tels que définis à l'article 4.

Pour les entreprises signataires d'une déclaration d'intention, la subvention concerne l'élaboration d'un plan d'action global visant à améliorer l'efficacité énergétique.

Pour les entreprises faisant partie d'un accord de branche, la subvention concerne l'audit de suivi annuel et la remise à niveau du plan d'action global visant à améliorer l'efficacité énergétique. »

Art. 3. Dans le chapitre II du même arrêté, il est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. § 1^{er}. Dans le respect des conditions du présent article, l'agrément complémentaire lié aux accords de branche est ouvert à toute personne physique déjà agréée en tant qu'expert en audit énergétique AMURE pour une période de cinq ans et pouvant attester d'une expérience industrielle.

§ 2. L'expert qui remplit les conditions énoncées au § 1^{er} et qui a suivi une journée d'étude à caractère technique industriel organisée par l'administration, se voit accorder par le Ministre l'agrément complémentaire lié aux accords de branche pour une période de deux ans maximum ou pour la durée restante de l'agrément en tant qu'expert en audit énergétique AMURE si cette durée est inférieure à deux ans.

§ 3. La demande de suivi de la journée d'étude à caractère technique industriel est introduite auprès de l'administration.

Le dossier de demande comporte les éléments suivants :

- 1° nom, adresse et profession du demandeur;
- 2° copie de l'agrément pour cinq ans en tant qu'expert en audit énergétique AMURE;
- 3° références attestant de son expérience industrielle.

§ 4. Dans les vingt jours qui suivent la réception du dossier de demande de participation à la journée d'étude à caractère technique industriel, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet. Si le dossier de demande de participation à la journée d'étude à caractère technique industriel est incomplet, l'accusé de réception relève les pièces manquantes.

§ 5. Dans les six mois qui suivent la réception du dossier de demande complet, l'administration adresse au demandeur les informations relatives à la prochaine journée d'étude à caractère technique industriel.

§ 6. Le certificat d'agrément complémentaire est envoyé au demandeur dans les trois mois à dater du suivi de la journée d'étude à caractère technique industriel.

§ 7. Le renouvellement est accordé moyennant la même procédure, la demande de suivi de la journée à caractère technique industriel devant être introduite six mois avant la date d'expiration de l'agrément complémentaire. Si nécessaire, l'agrément complémentaire est prolongé jusqu'au moment où la journée technique à caractère industriel est organisée par l'administration.

§ 8. L'administration est habilitée à contrôler les plans d'action globaux et leur suivi selon les modalités décrites à l'article 8, § 5.

§ 9. L'administration publie et gère sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be> la liste des experts agréés pour l'agrément complémentaire lié aux accords de branche. »

Art. 4. Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 février 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 549

[2012/200865]

2. FEBRUAR 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 9 und 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE);

Aufgrund des am 20. Januar 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. Februar 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 25. Januar 2012 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 50.794;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) wird durch den folgenden Satz ergänzt:

„Zur Durchführung der in Artikel 5 erwähnten Bilanzen, muss überdies der Sachverständige gemäß Artikel 8/1 zugelassen sein.“

Art. 2 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 5 - Was die Unternehmen angeht, die eine Absichtserklärung unterzeichnet haben, und was die Unternehmen angeht, die an einer Branchenvereinbarung teilnehmen, wird der Betrag des Zuschusses wie folgt berechnet:

1° der Zuschuss, der auf der Grundlage des Kostenvoranschlags des Sachverständigen gewährt wird, kann Leistungen innerhalb des Unternehmens decken. Diese Leistungen müssen vom Sachverständigen genehmigt und für die Durchführung der Bilanz als notwendig erachtet werden;

2° der Betrag des Zuschusses beläuft sich auf 75% der in Artikel 4 bestimmten, in Betracht zu ziehenden Kosten.

Was die Unternehmen angeht, die eine Absichtserklärung unterzeichnet haben, betrifft der Zuschuss die Ausarbeitung eines globalen Aktionsplans zur Verbesserung der Energieeffizienz.

Was die Unternehmen angeht, die an einer Branchenvereinbarung teilnehmen, betrifft der Zuschuss die jährliche Überwachungsbilanz und die Aktualisierung des globalen Aktionsplans zur Verbesserung der Energieeffizienz.“

Art. 3 - In Kapitel II desselben Erlasses wird ein Artikel 8/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 8/1 - § 1. Unter Einhaltung der durch diesen Erlass vorgeschriebenen Bedingungen kann die mit den Branchenvereinbarungen verbundene ergänzende Zulassung von jeder schon als AMURE-Sachverständiger für Energiebilanzen für einen Zeitraum von fünf Jahren zugelassenen juristischen Person, die Erfahrung im Industriebereich nachweisen kann, beansprucht werden.“

§ 2. Dem Sachverständigen, der die in § 1 erwähnten Bedingungen erfüllt und an einem von der Verwaltung veranstalteten Studientag zur industriellen Technik teilgenommen hat, wird vom Minister die mit den Branchenvereinbarungen verbundene ergänzende Zulassung gewährt, für einen Zeitraum von höchstens zwei Jahren oder für die verbleibende Dauer der Zulassung als AMURE-Sachverständiger für Energiebilanzen, wenn diese Dauer weniger als zwei Jahre beträgt.

§ 3. Der Antrag auf Teilnahme am Studientag zur industriellen Technik wird bei der Verwaltung eingereicht.

Die Antragsakte enthält folgende Elemente:

1° Name, Anschrift und Beruf des Antragstellers;

2° Kopie der fünfjährigen Zulassung als AMURE-Sachverständiger für Energiebilanzen;

3° Referenzen zum Nachweis der Erfahrung im Industriebereich.

§ 4. Innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang der Antragsakte auf Teilnahme an dem Studientag zur industriellen Technik stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist. Ist die Antragsakte auf Teilnahme an dem Studientag zur industriellen Technik unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Unterlagen aufgeführt.

§ 5. Innerhalb von sechs Monaten nach Eingang der vollständigen Antragsakte stellt die Verwaltung dem Antragsteller alle Auskünfte bezüglich des nächsten Studientages zur industriellen Technik zu.

§ 6. Die Bescheinigung über die ergänzende Zulassung wird dem Antragsteller innerhalb von drei Monaten ab der Teilnahme an dem Studientag zur industriellen Technik zugestellt.

§ 7. Die Zulassung wird vorbehaltlich desselben Verfahrens erneuert; der Antrag auf Teilnahme an dem Studientag zur industriellen Technik muss in diesem Fall sechs Monate vor dem Ablaufdatum der ergänzenden Zulassung bei der Verwaltung eingereicht werden. Wenn nötig wird die ergänzende Zulassung bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem die Verwaltung den Studientag zur industriellen Technik veranstaltet.

§ 8. Die Verwaltung ist dazu berechtigt, die globalen Aktionspläne und ihre Überwachung gemäß den in Artikel 8 § 5 beschriebenen Modalitäten zu kontrollieren.

§ 9. Die Verwaltung veröffentlicht und verwaltet auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) die Liste der für die mit Branchenvereinbarungen verbundene ergänzende Zulassung zugelassenen Sachverständigen."

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Februar 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 549

[2012/200865]

2 FEBRUARI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privésector (AMURE)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 9 tot 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privésector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 januari 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 februari 2012;

Gelet op het advies 50.794 van de Raad van State, gegeven op 25 januari 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privésector (AMURE) wordt aangevuld met volgende zin :

"Voor de uitvoering van de audits bedoeld in artikel 5, dient de deskundige bovendien te worden erkend overeenkomstig artikel 8/1."

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 5. Voor de bedrijven die een intentieverklaring hebben ondertekend en voor de bedrijven die deel uitmaken van een sectorovereenkomst, wordt het bedrag van de toelage berekend als volgt :

1° de toelage die op grond van de kostenraming van de deskundige wordt toegekend, kan prestaties die binnen het bedrijf worden uitgevoerd, dekken. Deze prestaties moeten geldig verklaard worden door de deskundige en als nodig beschouwd worden voor de uitvoering van de audit;

2° de toelage bedraagt 75 % van de in aanmerking komende kosten zoals bepaald in artikel 4.

Voor de bedrijven die een intentieverklaring hebben ondertekend, heeft de toelage betrekking met de uitwerking van een globaal actieplan met het oog op de verbetering van energie-efficiëntie.

Voor de bedrijven die deel uitmaken van een sectorovereenkomst, heeft de toelage betrekking met de jaarlijkse nakomingsaudit en de aanpassing van een globaal actieplan met het oog op de verbetering van energie-efficiëntie."

Art. 3. Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 8/1, luidend als volgt :

« Art. 8/1. § 1. Met inachtneming van de voorwaarden van dit artikel, kan de bijkomende erkenning verbonden aan de sectorovereenkomsten worden verleend aan elke natuurlijke persoon die reeds erkend is als energieauditdeskundige AMURE voor een periode van vijf jaar en die het bewijs kan leveren van een industriële ervaring.

§ 2. De deskundige die aan de voorwaarden vermeld in § 1 voldoet en die een technische-industriële studiedag georganiseerd door de administratie heeft gevolgd, krijgt van de Minister de bijkomende erkenning verbonden aan de sectorovereenkomsten voor een periode van maximum twee jaar of voor de resterende duur van de erkenning als energieauditdeskundige AMURE als de duur minder dan twee jaar bedraagt.

§ 3. De aanvraag om een technische-industriële studiedag te volgen, wordt ingediend bij de administratie.

Het aanvraagdossier bevat de volgende elementen :

1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

2° een afschrift van de erkenning voor vijf jaar als energieauditdeskundige AMURE;

3° het bewijs van zijn industriële ervaring.

§ 4. Binnen twintig dagen na ontvangst van het aanvraagdossier tot deelname aan de technische-industriële studiedag, richt de administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin nader bepaald wordt of het aanvraagdossier volledig is. Indien het aanvraagdossier tot deelname aan de technische-industriële studiedag onvolledig is, vermeldt het bericht van ontvangst de ontbrekende stukken.

§ 5. Binnen zes maanden na de ontvangst van het volledige aanvraagdossier, richt de administratie aan de aanvrager informatie betreffende de volgende technische-industriële studiedag.

§ 6. Het bijkomende erkenningscertificaat wordt overgemaakt aan de aanvrager binnen drie maanden vanaf de technische-industriële studiedag.

§ 7. Het vernieuwen wordt toegestaan mits naleving van dezelfde procedure, de aanvraag om een technische-industriële studiedag te volgen moet zes maanden vóór de vervaldatum van de bijkomende erkenning worden ingediend. Indien nodig, wordt de bijkomende erkenning verlengd tot de technische-industriële studiedag, georganiseerd door de administratie.

§ 8. De administratie wordt ertoe gemachtigd de globale actieplannen en het gevolg ervan volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 8, § 5, te controleren.

§ 9. De lijst van de erkende energieauditdeskundigen voor de bijkomende erkenning verbonden aan de sectorovereenkomsten wordt door de administratie bekendgemaakt en beheerd op de portaalsite energie in het Waale Gewest <http://energie.wallonie.be> »

Art. 4. De Minister bevoegd voor het energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 februari 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 550

[2012/200866]

2 FEVRIER 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 5 à 10;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 51^{ter}, § 1^{er}, 11^o, inséré par le décret du 27 octobre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 novembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2012;

Vu l'avis 50.679/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 décembre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement l'article 13 de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

Art. 2. A l'article 9, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ce renouvellement n'est octroyé que si les conditions suivantes sont respectées :

1° l'installateur doit avoir, durant sa période d'agrément précédente, suivi une formation continue relative à l'installation de chauffe-eau solaires répondant au cahier des charges fixé par le Ministre;

2° l'installateur doit avoir, durant sa période d'agrément précédente, procédé, au minimum, à l'installation de cinq chauffe-eau solaires par an.

L'exigence mentionnée à l'alinéa 2, 2^o, ne s'applique que pour les demandes de renouvellement d'un agrément octroyé ou renouvelé après le 1^{er} janvier 2011. »